

## Disparition de Yasser Arafat : et après, chance de changement ou la continuité?

Le président de l'Autorité palestinienne (AP) et président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Yasser Arafat est décédé le 11 novembre 2004, à l'âge de 75 ans, dans un hôpital français des suites d'une maladie non précisée. S'il laisse derrière lui un bilan contrasté, rares sont ceux qui contesteraient le fait qu'il a été la figure de proue et la force unificatrice de la lutte palestinienne pendant près de quatre décennies. Pour certains observateurs, sa disparition représente une chance de relancer un processus de paix dans l'impasse et de réformer une Autorité palestinienne défailante. D'autres craignent, cependant, que sa mort ravive rivalités et violence entre des factions palestiniennes pressées de combler le nouveau vide au pouvoir.

### Un passage ordonné à un gouvernement de transition

Yasser Arafat centralisait le pouvoir et n'avait pas formé de dauphin, mais les règles de succession sont claires sur le papier. Même si l'on s'est d'abord demandé si ces règles seraient respectées, les mesures prévues par la Loi fondamentale palestinienne (constitution) sont appliquées et des efforts sont déployés pour assurer une succession en douceur. Ainsi, les trois postes clés jusque-là assumés par Yasser Arafat ont été attribués sans tarder comme suit :

**Président de l'OLP** : Mahmoud Abbas (aussi connu sous le nom d'Abou Mazen)

**Président du Fatah, mouvement au pouvoir** : Farouk Kaddoumi

**Président par intérim de l'AP** : Rawhi Fattouh

Le premier ministre de l'AP, Ahmed Qureia, restera à son poste, où il expédiera les affaires courantes et sera responsable des finances du gouvernement.

Comme le prévoit la Loi fondamentale, après le décès du président de l'AP, le président de l'Assemblée législative palestinienne (Rawhi Fattouh) a assumé la présidence par intérim pour 60 jours au maximum, après quoi une élection présidentielle devra avoir lieu. Rawhi Fattouh n'est toutefois pas considéré comme un candidat possible au poste permanent. D'après le PRAD, et bien que certains observateurs craignent de voir les problèmes de sécurité et la situation politique actuels entraîner des retards importants, l'élection présidentielle se déroulera comme prévu, le 9 janvier 2005. Tout retard irait à l'encontre du but recherché, car le gouvernement ne peut agir sans le mandat et la légitimité conférés par le processus électoral.

Sur la liste des candidats éventuels (sans ordre particulier) en qui certains voient des successeurs potentiels à la présidence figurent :

**Mahmoud Abbas** – Président de l'OLP.

**Marwan Barghouti** – Secrétaire général du Fatah en Cisjordanie. Très populaire, notamment dans la jeune génération des membres du Fatah, mais il purge actuellement une peine dans une prison israélienne.

**Jibril Rajoub** – Ancien chef de la sécurité en Cisjordanie, mais apparemment sans grand soutien populaire en dehors de cette région.

**Ahmed Qurei** (aussi connu sous le nom d'Abou Ala) – Actuel premier ministre de l'AP.

Parmi les autres candidats qui pourraient se présenter, citons Nabil Shaath, le très respecté ministre des Affaires étrangères palestinien, et Saeb Erakat, ministre du Cabinet et principal négociateur palestinien.

### **Scénario le plus probable**

Hormis Marwan Barghouti, qui est emprisonné, aucun de ces candidats n'est considéré comme capable d'exercer le même leadership charismatique que Yasser Arafat ou de recueillir le même soutien populaire. Marwan Barghouti aurait fait savoir qu'il entend se présenter à la prochaine élection présidentielle, mais rien ne dit qu'Israël accepte de le libérer avant la fin de sa peine, que ce soit en signe de bonne volonté ou pour toute autre raison.

Mohammed Dahlan, ancien chef de la sécurité rival dans la bande de Gaza – dont on pensait qu'il se présenterait – vient d'annoncer qu'il ne serait pas candidat à la présidence. En fait, il appuie la candidature de Mahmoud Abbas. La plupart des observateurs pensent donc que ce dernier reste favori, mais sa victoire n'est en rien assurée. S'il est respecté par la communauté internationale, Mahmoud Abbas est peu populaire. Donc, même s'il réussissait à réunir assez de voix pour être élu, son leadership paraîtrait probablement faible, ce qui ferait redouter des luttes de pouvoir plus générales par la suite.

Cela dit, la fragmentation ou l'effondrement pur et simple de l'AP et/ou des rivalités internes conduisant à une situation de guerre civile dans les Territoires sont jugés très improbables. Le plus probable est que l'on assistera à la poursuite des tendances actuelles à la violence politique dans les Territoires occupés, avec son lot d'anarchie et d'affrontements entre les chefs rivaux des multiples organismes de sécurité de l'AP, le tout peut-être accompagné de flambées de violence, comme en juillet 2004, et d'attaques sporadiques continues contre des cibles israéliennes par des groupes militants palestiniens.

### **Le facteur Hamas**

D'après des articles de presse récents, le groupe militant islamique palestinien de tendance dure Hamas n'a aucune intention de se présenter à la présidence de l'AP aux prochaines élections. S'il changeait d'avis et présentait un candidat, il resterait très improbable qu'il soit élu, car le mouvement ne jouit pas en Cisjordanie de la même popularité que dans la bande de Gaza. De plus, on imagine difficilement Israël et les É.-U. – qui ont catalogué le Hamas parmi les organisations terroristes – reconnaissant l'AP avec une structure politique dirigée par le Hamas. Cela dit, le Hamas obtiendrait certainement de très bons résultats dans des élections locales. Le sachant, il insisterait pour la tenue d'élections législatives et municipales en même temps que le scrutin présidentiel de janvier 2005.

Étant donné son immense popularité dans la bande de Gaza, on craint de plus en plus qu'au lendemain de la disparition de Yasser Arafat, le Hamas ne tarde pas à contester directement le fait que le Fatah, mouvement de ce dernier, dirige l'Autorité palestinienne. D'après le PRAD, il est peu probable qu'il le fasse. En revanche, le groupe militant a toujours déclaré souhaiter rejoindre le courant politique palestinien et construire un « leadership d'unité nationale ». On s'attend donc à ce qu'il profite de la situation politique actuelle pour élargir son influence politique au sein de l'Autorité palestinienne.

### **Repenser le désengagement unilatéral?**

Le 26 octobre 2004, le parlement israélien, la Knesset, a adopté le plan de désengagement unilatéral présenté par le premier ministre israélien Ariel Sharon, qui prévoit un retrait progressif sur l'année 2005 de 21 implantations israéliennes dans la bande de Gaza et de quatre en Cisjordanie. Ce désengagement unilatéral partait cependant du principe que, tant que

Yasser Arafat serait au pouvoir, Israël n'avait pas de partenaire crédible pour la paix avec qui négocier. Après son décès et avec la possibilité que l'AP se dote d'un dirigeant modéré et pragmatique (en la personne de Mahmoud Abbas, par exemple), la logique d'une mesure unilatérale ne tient plus. Les pressions seront donc intenses sur les Israéliens et la nouvelle direction palestinienne pour qu'ils reprennent les négociations dans le processus de paix aujourd'hui dans l'impasse. Cela vaut tout particulièrement après la récente réélection du président américain George W. Bush – qui est un des principaux partisans de la « Feuille de route » pour la paix aujourd'hui au point mort. Il est donc probable que l'on assistera début 2005 à de multiples tentatives de relance des pourparlers de paix entre l'AP et le gouvernement israélien.

Cependant, les obstacles à un plan de paix négocié sont nombreux. Il y a tout particulièrement la question du désarmement du Hamas. Il se peut fort que les Israéliens exigent le désarmement du Hamas et d'autres groupes militants palestiniens avant de négocier tout accord de paix. Cependant, un nouveau leadership palestinien n'aura sans doute pas l'autorité ou la capacité de le faire à moins d'avoir déjà un accord de paix en main. Autrement dit, il est probable que l'on voit resurgir les mêmes problèmes de séquence qui ont empêché d'avancer dans la Feuille de route.

En outre, des questions insolubles, comme celle de la construction du mur de sécurité israélien, du contrôle de Jérusalem et de la rétrocession de la majeure partie de la Cisjordanie –, qui ont empoisonné les pourparlers de paix précédents, demeurent malgré la disparition de Yasser Arafat. Si l'on part du principe que la violence et l'instabilité politiques perdureront avec les tendances actuelles, le gouvernement israélien pourra amplement justifier le maintien de son plan de désengagement unilatéral. L'émergence d'un leadership palestinien modéré et stable laissera peut-être la possibilité, ultérieurement, de procéder à un retrait plus coordonné. Cependant, à moins que des obstacles à l'intérieur du gouvernement israélien contrarient le plan de désengagement, le retrait israélien de la bande de Gaza est pratiquement assuré.

### ***Perspectives de continuité***

- Bien que d'aucuns assurent que la disparition de Yasser Arafat offre une chance historique de relancer la diplomatie arabo-israélienne, la période de transition actuelle en ce qui concerne l'Autorité palestinienne aboutira probablement à un résultat familier, malgré la volonté des É.-U. et du R.-U. de relancer le processus de paix.
- La volonté de succession ordonnée et le front uni qu'affichent les principaux acteurs politiques palestiniens devraient se fissurer quand les rivalités de factions se réveilleront après l'élection de janvier si, comme prévu, le nouveau leadership palestinien ne réussit pas à conclure un accord de paix satisfaisant avec les Israéliens. Un regain de violence politique est à redouter dans ce cas, mais il est plus probable que le statu quo sera maintenu.
- La coexistence forcée entre l'AP et le Hamas devrait continuer. Avant un retrait israélien attendu de la bande de Gaza, il est probable que l'AP essaiera de conclure un accord de sécurité et/ou de partage du pouvoir avec le Hamas. Cela dit, les risques d'instabilité et de violences politiques seront élevés après tout retrait israélien.